

IRLANDE

**Déclaration au nom du gouverneur représentant l'Irlande,
ministre des Finances et des Dépenses publiques et de la Réforme,
M. Paschal Donohoe T.D.**

**Assemblée annuelle de la Banque européenne
pour la reconstruction et le développement (BERD)**

Sarajevo, 7-9 mai 2019

Introduction

La présente déclaration est soumise au nom de M. Paschal Donohoe T.D., gouverneur représentant l'Irlande, ministre des Finances et des Dépenses publiques et de la Réforme.

Monsieur le ministre aimerait remercier le Président du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, qui accueille cette réunion. Il aimerait également exprimer ses remerciements aux organisateurs de cette Assemblée annuelle, ainsi qu'au Président de la BERD, à son Comité exécutif et à son personnel, pour leur travail assidu pour le compte des actionnaires et des clients de la Banque.

Cette 28^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs se déroule à un moment charnière pour la BERD. Les travaux préparatoires en vue du prochain Cadre stratégique et capitalistique sont pour nous l'occasion, en tant qu'actionnaires, non seulement de réfléchir à la meilleure façon d'utiliser les capacités capitalistiques actuelles de la Banque, mais également de nous interroger sur un certain nombre de questions plus fondamentales, notamment sur le rôle et le niveau d'ambition qui devraient idéalement être ceux de la BERD dans un monde en évolution.

Il existe de nombreuses raisons d'être fier de ce que la BERD a accompli dans le cadre de son mandat initial en faveur de la transition. Nous félicitons la Banque pour le travail réalisé et les progrès enregistrés en matière de promotion de la transformation économique et systémique des pays d'Europe centrale et orientale. L'Irlande a jusqu'à présent soutenu l'expansion géographique de la Banque, dans la mesure où chaque élargissement successif correspondait à un intérêt économique impérieux et bien compris. Nous avons été et restons favorables à

l'action importante entreprise dans les nouvelles régions d'opérations de la BERD, en particulier dans la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen.

Nous sommes persuadés que la Banque a toujours un rôle majeur à jouer dans ses régions d'opérations actuelles. Nous réitérons notre conviction que le succès ou l'échec de la Banque ne sera pas jugé, au bout du compte, à l'aune des montants prêtés, du nombre de projets financés ou de l'étendue géographique de ses activités. La BERD doit en réalité se concentrer sur la qualité de ses prêts. Tout doit être fait pour que l'impact soit maximum et pour accélérer la transition des pays d'opérations existants vers des économies de marchés performantes, dotées d'institutions démocratiques. Nous pensons que la BERD doit continuer à approfondir et à élargir sa présence dans ses régions d'opérations actuelles, aussi bien dans les pays au stade avancé de la transition que dans ceux qui en sont encore aux premiers stades.

Nous saluons également la contribution de la BERD à l'effort collectif mondial visant à atteindre les Objectifs de développement durable et à tenir les engagements pris lors de la COP21. Tout en regrettant que la Banque n'ait pas été en mesure de maintenir ses investissements verts au niveau enregistré en 2017, nous la félicitons pour les efforts accomplis afin d'assister ses pays d'opérations dans leur transition vers une économie verte. Nous nous réjouissons en particulier de la décision de consacrer 700 millions d'euros à un deuxième Programme pour des villes vertes en 2018. Nous estimons cependant qu'il est possible de faire beaucoup plus en termes de développement des financements climatiques et verts. Nous aimerions inviter la Banque à trouver un second souffle dans ce domaine et à s'efforcer de mettre en œuvre de façon ambitieuse son Programme de transition vers une économie verte.

La BERD traverse actuellement une période assez tumultueuse. Les défis posés par les circonstances extérieures au sens large, engendrés par les tensions économiques et géopolitiques mondiales, sont sans nul doute exacerbés par les incertitudes liées aux négociations sur le Cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE, aux élections imminentes des membres du Parlement européen et aux travaux du Groupe de sages sur l'architecture financière européenne pour le développement. À ce contexte difficile viennent s'ajouter certains changements internes majeurs intervenus au sein de la Banque. Après la mise en œuvre du Programme d'efficacité et d'efficience opérationnelles, l'évolution de la Banque restera guidée par les préparatifs pour l'élaboration du prochain Cadre stratégique et capitalistique.

Dans ce contexte difficile, il est essentiel que les relations entre la Banque et ses actionnaires restent constructives, et marquées par un esprit de coopération et de collégialité. Il incombe à la Banque de faire de toute urgence et de façon sincère le nécessaire pour restaurer les relations qui auraient pu se distendre, rouvrir les lignes de communication et rétablir la confiance entre toutes les parties. Cela doit être une priorité.

Pour l'avenir, l'Irlande peut soutenir la démarche des « cinq axes de travail » proposée dans le projet de résolution. Le fait que la décision à prendre concernant le prochain Cadre stratégique et capitalistique l'an prochain, à cette même période, le soit sur la foi de l'analyse approfondie et exhaustive d'une série d'options nous paraît satisfaisant. Nous estimons toutefois qu'une consultation étroite des actionnaires à ce sujet sera indispensable. Nous aimerions par conséquent encourager la Banque à travailler de manière inclusive et collaborative avec le Conseil d'administration pour déterminer la meilleure manière de promouvoir ces axes de travail.

En conclusion, j'aimerais réaffirmer le soutien durable de l'Irlande à la Banque, à son personnel et, plus important peut-être, aux valeurs qu'elle représente.
